

<https://enseignants.se-unsa.org/Politique-d-austerite-salariale-les-masques-tombent>



# Politique d'austérité salariale : les masques tombent

- Fil d'actu -

Date de mise en ligne : jeudi 14 mars 2024

---

Copyright © ENSEIGNANTS DE L'UNSA - Tous droits réservés

---

Après la décision de supprimer 10 milliards d'euros de dépenses dans le budget, le ministère a tenté de se justifier devant les organisations syndicales de façon peu convaincante.

Le ministère a tenté de justifier les coupes budgétaires par une prévision de croissance moindre et une augmentation du coût de la dette du pays. Il ressort pourtant que les récentes décisions qui impactent de plein fouet notre ministère actent la réalité d'un renoncement à faire de l'École une priorité budgétaire. Le ministère a d'ailleurs indiqué que pour 2025, ce ne sont pas 10 milliards d'euros qui seront supprimés mais 25 milliards.

Cette coupe budgétaire sévère impactera en majorité les dépenses liées aux personnels : 470 millions des 683 millions d'euros supprimés.

Ainsi l'intégralité des fonds de réserve prévus pour l'année 2024 disparaissent, des fonds qui avaient permis de financer l'an passé les mesures de revalorisation du point d'indice. Dans ces conditions, même si le ministère ne veut pas le reconnaître, ce sont à la fois une année blanche pour les revalorisations de salaires et un nouveau cycle d'austérité budgétaire qui sont annoncés.

Le ministère a confirmé l'engagement de la ministre de ne pas remettre en cause les annonces en matière de moyens sans pour autant avoir la capacité d'expliquer précisément où seraient réalisées les économies. Il s'est contenté d'évoquer des pistes très vagues (reprogrammation d'investissement, non confirmation de certaines revalorisations catégorielles annoncées, prélèvements sur les trésoreries des opérateurs).

Pour le SE-Unsa, le ministre et le gouvernement ont cumulé insincérité et mépris de l'École et de ses personnels.

Pour le SE-Unsa, résister à l'austérité budgétaire nécessite de se mobiliser fortement lors de la grève du 19 mars prochain, afin de montrer la détermination des personnels à rejeter la volonté du gouvernement de geler les salaires.